

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/16255]

16 MAI 2019. — Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 77, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014, et 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois spéciales des 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014;

Vu l’accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un service commun d’audit, dénommé « Service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie »;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances, donnés les 11 mars 2019 et 25 mars 2019;

Vu les accords des Ministres du Budget, donnés les 14 mars 2019 et 27 mars 2019;

Vu les accords des Ministres de la Fonction publique, donnés les 14 mars 2019 et 27 mars 2019;

Vu le protocole d’accord n° 770 du 12 avril 2019 conclu au sein du Comité de secteur XVI;

Vu le protocole d’accord n° 515 du 12 avril 2019 conclu au sein du Comité de secteur XVII;

Vu le rapport du 14 mars 2019 établi conformément à l’article 3, 2°, du décret du Parlement wallon du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Considérant l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Considérant l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d’engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel,

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de la Ministre de la Fonction publique;

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre de la Fonction publique;

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l’application du présent accord de coopération, l’on entend par :

- 1° le service commun d’audit : le service commun d’audit institué par l’accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un service commun d’audit, dénommé « Service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie »;
- 2° les Gouvernements : le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon agissant conjointement;
- 3° les Ministres : les Ministres du Gouvernement wallon et de la Communauté française qui ont la Fonction publique dans leurs attributions;
- 4° le Code : l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;
- 5° l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 : l’arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d’engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;
- 6° la fonction d’auditeur : la fonction identifiée comme fonction d’auditeur dans le référentiel de fonctions adopté par le Gouvernement wallon;
- 7° le comité de direction : le comité de direction du service commun d’audit tel que défini par l’accord de coopération instituant le service commun d’audit;
- 8° le responsable du service commun d’audit : le mandataire désigné en exécution de l’accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un service commun d’audit, dénommé « Service commun d’audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie ».

Art. 2. Le service commun d’audit relève exclusivement du comité de secteur XVI institué en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Art. 3. Le service commun d’audit relève du comité de concertation de base n°1 institué par l’arrêté du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relatif au comité intermédiaire de concertation et aux comités de concertation de base des Services du Gouvernement wallon.

Art. 4. Le Service public de Wallonie et le Ministère de la Communauté française assurent l’hébergement du service commun d’audit et mettent gratuitement à sa disposition l’infrastructure nécessaire à son fonctionnement selon les modalités déterminées par le Comité de direction.

Art. 5. Sur proposition du président du Comité de direction, les Ministres arrêtent les délégations de compétence et de signature autres que celles prévues par le présent accord qui sont accordées aux organes de gestion et membres du personnel du service commun d’audit. Les délégations restent, quant à leur étendue dans les matières qu’elles concernent, dans les limites fixées par les délégations accordées au Ministère de la Communauté française ou au Service public de Wallonie.

Art. 6. Par dérogation à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 3, du Code, le Gouvernement wallon arrête le cadre organique du service commun d'audit après accord du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Statuts administratif et pécuniaire du personnel du service commun d'audit*

Section 1. — Dispositions applicables à tous les membres du personnel du service commun d'audit

Art. 7. Les dispositions qui constituent les statuts administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement wallon, et toutes les mesures prises en application de ces dispositions, ainsi que les conditions d'engagement et la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon sont applicables aux membres du personnel du service commun d'audit.

Art. 8. Sauf dérogation prévue par le présent accord, au sens des dispositions qui constituent les statuts administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement wallon, et au sens de toutes les mesures prises en application de ces dispositions, ainsi qu'au sens des conditions d'engagement et de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon, on entend par :

- 1° Gouvernement : le Gouvernement wallon, sans préjudice des dispositions qu'il adopte pour régler son fonctionnement et des délégations qu'il octroie à des agents du Service public de Wallonie;
- 2° Ministre de la Fonction publique : le Ministre de la Fonction publique de la Région wallonne;
- 3° Ministre fonctionnellement compétent : le ou les Ministres fonctionnellement compétents de la Région wallonne;
- 4° Secrétaire général ou directeur général : le Secrétaire général du Service public de Wallonie;
- 5° comité de direction : le comité de direction du service commun d'audit tel que défini par l'accord de coopération instituant le service commun d'audit.

Art. 9. En matière de mutation et de mobilité, le service commun d'audit est considéré comme un service du Gouvernement wallon pour l'application du Code.

En matière de mutation et de mobilité, le service commun d'audit est considéré comme un service du Gouvernement de la Communauté française pour l'application de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 10. Un membre du personnel contractuel du service commun d'audit peut être transféré ou réengagé vers ou à partir d'un service du Gouvernement wallon ou vers ou à partir d'une entité des services de la Communauté française sans qu'une sélection comparative ne soit requise.

Art. 11. Par dérogation aux articles 13, alinéa 1^{er}, 422 et 441 du Code, le Gouvernement wallon est compétent pour déclarer vacants les emplois des rangs A4 et A5 sur proposition du comité de direction et après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Par dérogation à l'article 13, alinéa 4, du Code, le ou les Ministres fonctionnellement compétents déclarent vacants les emplois de recrutement.

Art. 12. Par dérogation à l'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 52bis, et 53, § 3, alinéa 3, du Code, le Gouvernement wallon est compétent pour la promotion par avancement aux grades de directeur, de conseiller et de premier attaché, après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 13. Par dérogation à l'article 69, alinéa 1^{er}, du Code, le Gouvernement wallon procède à la désignation pour l'exercice de fonctions supérieures pour les emplois des rangs A4 et A5 sur proposition du comité de direction et après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 14. Par dérogation à l'article 71, § 4, du Code, pour les emplois des rangs A4 et A5, la mutation d'office est décidée par le Gouvernement wallon sur proposition du comité de direction et après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 15. Par dérogation à l'article 73, § 2, alinéa 2, du Code, la mutation temporaire d'un agent titulaire d'un grade des rangs A4 ou A5 est décidée par le Gouvernement wallon après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française sur proposition ou avis du comité de direction.

Art. 16. Par dérogation à l'article 74, alinéa 1^{er}, du Code, la réaffectation d'un agent du rang A4 ou A5 est décidée par le Gouvernement wallon sur proposition du comité de direction et après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Par dérogation à l'article 75, § 4, du Code, pour les emplois des rangs A4 et A5, la mobilité interne ou externe est décidée par le Gouvernement wallon sur proposition du comité de direction et après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 18. Par dérogation à l'article 152, alinéa 1^{er}, du Code, pour l'agent titulaire d'un grade des rangs A4 ou A5, le Gouvernement wallon notifie la proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 19. Par dérogation à l'article 152, alinéa 4, du Code, après avoir pris connaissance de l'avis de la chambre de recours, le Gouvernement wallon peut décider du licenciement pour inaptitude professionnelle d'un agent titulaire d'un grade des rangs A4 ou A5, après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 20. Par dérogation à l'article 176 du Code, le blâme, la retenue de traitement, le déplacement disciplinaire sont infligés par le Secrétaire général du Service public de Wallonie sur avis conforme du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

Par dérogation à l'article 176 du Code, la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office et la révocation sont infligés par le ou les Ministres fonctionnellement compétents du Gouvernement wallon sur avis conforme du ou des Ministres fonctionnellement compétents de la Communauté française.

Art. 21. Est compétent pour prendre une décision définitive consécutive à l'avis de la chambre de recours des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région wallonne :

- 1° le Gouvernement wallon après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française pour toute sanction disciplinaire d'un agent titulaire d'un grade du rang A4 ou d'un grade d'encadrement;

- 2° le ou les Ministres fonctionnellement compétents du Gouvernement wallon sur avis conforme du ou des Ministres fonctionnellement compétents du Gouvernement de la Communauté française pour la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office ou la révocation d'un agent titulaire d'un autre grade;
- 3° le Secrétaire général du Service public de Wallonie sur avis conforme du Secrétaire général de la Communauté française pour le blâme, la retenue de traitement ou le déplacement disciplinaire d'un agent titulaire d'un autre grade.

Art. 22. Par dérogation à l'article 205, § 1^{er}, alinéa 3, du Code, après avis de la chambre de recours, le Gouvernement wallon notifie une nouvelle décision à l'agent titulaire d'un grade des rangs A4 ou A5, après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Par dérogation à l'article 205, § 1^{er}, alinéa 3, du Code, après avis de la chambre de recours, le ou les Ministres fonctionnellement compétents du Gouvernement wallon notifient une nouvelle décision à l'agent titulaire d'un grade des autres rangs.

Art. 23. Par dérogation à l'article 229*bis*, alinéas 1^{er} et 2, du Code, le maintien en activité d'un agent titulaire d'un grade des rangs A4 ou A5, peut, à sa demande et après avis du comité de direction, être autorisé par le Gouvernement wallon après avis conforme du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 24. Par dérogation à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, pour les engagements de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires aux niveaux A et B, hormis les engagements de personnel sur des postes vacants dans l'attente du pourvoi de ces postes par la voie statutaire, la commission de sélection se compose :

- 1° du Secrétaire général du Service public de Wallonie ou de son délégué;
- 2° du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou de son délégué;
- 3° du responsable du service commun d'audit;
- 4° de l'agent du rang A4 au moins de la direction au sein de laquelle l'emploi est à pourvoir.

Par dérogation à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, pour les engagements de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires aux niveaux C et D, hormis les engagements de personnel sur des postes vacants dans l'attente du pourvoi de ces postes par la voie statutaire, la commission de sélection se compose :

- 1° du Secrétaire général du Service public de Wallonie ou de son délégué;
- 2° du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou de son délégué;
- 3° du responsable du service commun d'audit.

Le Secrétaire général qui préside le comité de direction préside les commissions de sélection visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 25. Par dérogation à l'article 5, § 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, le responsable du service commun d'audit désigne les membres de la commission de sélection, dont le président, pour les engagements de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires dans l'attente du pourvoi des postes vacants par la voie statutaire, de contractuels remplacement et auxiliaires.

Art. 26. Par dérogation à l'article 5, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, pour les engagements de contractuels pour tâches spécifiques et de contractuels experts, la commission de sélection, dont la composition est approuvée par les Gouvernements se compose :

- 1° du Secrétaire général du Service public de Wallonie ou de son délégué;
- 2° du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou de son délégué;
- 3° d'un ou de plusieurs représentants du service commun d'audit;
- 4° d'un ou de plusieurs membres externes présentant une compétence incontestable dans le domaine considéré qui ne font partie ni du Ministère de la Communauté française, ni du Service public de Wallonie, ni du service commun d'audit.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, les experts indépendants membres du comité d'audit commun du service commun d'audit peuvent être désignés comme membres externes.

Le Secrétaire général qui préside le comité de direction préside la commission de sélection.

Art. 27. Par dérogation à l'article 5*bis*, §§ 4 à 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, le Secrétaire général du Service public de Wallonie approuve les procédures de sélection dont il n'a pas présidé la commission et engage le ou les candidats qui conviennent dans l'ordre de leur classement dans les quinze jours de la réception du rapport de sélection.

Le rapport de sélection approuvé est transmis par le Secrétaire général aux Ministres et aux Ministres fonctionnellement compétents de la Communauté française et de la Région wallonne, à leur demande expresse.

Les Ministres ou les Ministres fonctionnels des Gouvernements se prononcent dans les dix jours quant à la régularité de la procédure de sélection. À défaut, la décision est réputée favorable.

Si les Ministres ou les Ministres fonctionnels des Gouvernements ne peuvent pas marquer leur accord sur la procédure, celle-ci est recommencée.

Art. 28. Par dérogation à l'article 5*ter*, §§ 3 et 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, la description de fonction, le profil de compétences et la composition de la commission de sélection pour les engagements de contractuels pour tâches spécifiques et de contractuels experts sont approuvés par les Gouvernements avant l'appel à candidatures. En cas de décisions relatives à des politiques nouvelles ou particulièrement importantes et sur proposition des Ministres, les Gouvernements se réservent la décision finale d'engagement.

Lorsque la décision finale revient aux Gouvernements, la commission leur rend un avis motivé sur l'admissibilité des candidats par rapport à la description de fonction, au profil des compétences, à l'expérience, aux aptitudes et à la motivation de ceux-ci.

Art. 29. Pour l'application de l'article 8, alinéas 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, par Gouvernement il y a lieu d'entendre les Gouvernements.

Section 2. — Dispositions spécifiques applicables au responsable du service commun d'audit

Art. 30. Par dérogation à l'article 205 du Code, toute décision de suspension dans l'intérêt du service du responsable du service commun d'audit est décidée par les Gouvernements.

Art. 31. Par dérogation à l'article 229bis du Code, le maintien en activité au-delà de l'âge de soixante-cinq ans du responsable du service commun d'audit, peut, à sa demande, être autorisé par les Gouvernements.

Art. 32. Par dérogation aux articles 334, § 1^{er}, et 356, § 1^{er}, alinéa 2 du Code, le responsable du service commun d'audit est évalué par un collège composé :

- 1° des Ministres ou de leur délégué;
- 2° du ou des Ministres fonctionnels du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française ou de leur délégué;
- 3° du Secrétaire général du Service public de Wallonie;
- 4° du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

Le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Fonction publique dans ses attributions préside le collège.

Art. 33. Pour l'application de l'article 334, § 4, du Code, le 2° doit se lire comme suit :

« 2° le Secrétaire général du Service public de Wallonie et le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ».

Art. 34. Pour l'application de l'article 334, § 5, alinéa 3, du Code, par Gouvernement, on entend les Gouvernements.

Art. 35. Par dérogation à l'article 336 du Code, l'action disciplinaire à l'égard du responsable du service commun d'audit est entamée et menée par un des Ministres, par un Ministre fonctionnel du Gouvernement wallon ou de la Communauté française, par le Secrétaire général du Service public de Wallonie ou par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

L'autorité visée à l'alinéa 1^{er} propose une sanction. Elle notifie sa proposition au responsable du service commun d'audit et en informe les membres des Gouvernements. La sanction est adoptée par les Gouvernements.

Art. 36. Pour l'application titre II du livre II du Code au responsable du service commun d'audit, par Gouvernement il faut entendre les Gouvernements.

Art. 37. Pour l'application de l'article 350, § 1^{er}, du Code, par même cadre, l'on entend les cadres du Service public de Wallonie et du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Délégations de pouvoirs*

Art. 38. Sauf dérogation prévue dans le présent accord, l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie est applicable au service commun d'audit.

Art. 39. En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général du Service public de Wallonie, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au responsable du service commun d'audit.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service commun, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la direction concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 2 sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à un agent de niveau A de la direction concernée qu'il désigne à cet effet.

Art. 40. § 1^{er}. Délégation est accordée pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger :

- 1° au Secrétaire général du Service public de Wallonie à l'égard du responsable du service commun d'audit;
- 2° au responsable du service commun d'audit à l'égard des membres du personnel relevant de son autorité;
- 3° aux agents du niveau A désignés à cet effet par le responsable du service commun d'audit.

§ 2. Délégation est accordée au Secrétaire général du Service public de Wallonie pour prendre les décisions relatives aux missions à l'étranger dans le cadre des activités du service commun d'audit jusqu'à concurrence de 5.000 euros.

Les missions à l'étranger font l'objet d'une information préalable et d'un compte rendu aux Ministres concernés.

Art. 41. Délégation est accordée au Secrétaire général du Service public de Wallonie pour prendre, sur proposition ou avis conforme du responsable du service commun d'audit, toute décision en matière de licenciement du personnel contractuel.

CHAPITRE IV. — *Des modalités de transfert du personnel au service commun d'audit*

Art. 42. Pour l'application du présent chapitre, par membre du personnel l'on entend les agents nommés à titre définitif, les stagiaires et les membres du personnel contractuel.

Art. 43. Chaque Gouvernement arrête la liste nominative des membres de son personnel transférés dans le service commun d'audit, la direction à laquelle il est affecté ainsi que sa résidence administrative.

Art. 44. A la date de son transfert, le membre du personnel affecté au service commun d'audit est soumis aux dispositions visées au chapitre 2 du présent accord.

Art. 45. Dans les deux mois qui suivent son transfert, le membre du personnel transféré du Ministère de la Communauté française indique s'il souhaite être affilié au service social des services du Gouvernement wallon plutôt qu'à celui des services de la Communauté française.

A défaut d'avoir indiqué le service social auquel il souhaite être affilié dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, il reste affilié au service social des services de la Communauté française.

Art. 46. Le membre du personnel transféré conserve sa qualité, son grade ou un grade équivalent, et conserve au moins la rétribution et les anciennetés qu'il avait ou aurait obtenues s'il avait continué à exercer la fonction dont il était titulaire à la veille de son transfert.

Art. 47. Tant que la nature des prestations effectuées ou que la fonction demeure identique à celle avant son transfert et qu'il n'est pas nouvellement recruté ou engagé, le membre du personnel transféré conserve également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont il bénéficiait dans son service d'origine, conformément à la réglementation qui lui était applicable.

Art. 48. Le membre du personnel transféré conserve la dernière évaluation qui lui a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation.

Si un membre du personnel a introduit un recours contre l'évaluation qui lui a été notifiée, la procédure est clôturée avant le transfert.

Art. 49. L'agent lauréat d'un concours d'accession au niveau supérieur dans son service d'origine avant son transfert conserve, au sein du service commun d'audit, les droits à la promotion qu'il a acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ce lauréat est censé avoir présenté cette sélection ou cette épreuve au sein du service commun.

Quand un concours d'accession au niveau supérieur auquel peut participer le membre du personnel a été annoncé dans le service auquel il appartient à la date du transfert, ce membre du personnel conserve le droit d'y participer, même s'il est transféré pendant le déroulement de cette épreuve.

Le membre du personnel conserve le bénéfice de tous les brevets acquis lors de sa carrière et l'équivalence de ces brevets est automatique.

Art. 50. Sont transférés au service commun d'audit, selon les modalités visées à la présente section, les membres du personnel affectés dans les services suivants :

- 1° au Service général de l'audit du Ministère de la Communauté française;
- 2° à la Direction de l'Audit des fonds européens du Département de l'Audit du Service public de Wallonie Secrétariat général;
- 3° à la direction de l'Audit interne de fonctionnement du département de l'Audit du Service public de Wallonie Secrétariat général;
- 4° à la cellule d'audit FEAGA-LEADER du département des Politiques européennes et des Accords internationaux du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;
- 5° à la cellule d'audit du logement du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie conformément à l'article 200/1 du Code wallon du Logement et de l'habitat durable;
- 6° les membres du personnel des différents services du gouvernement actuellement détachés auprès de la Cellule d'Audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds Européens créé par l'arrêté du Gouvernement Wallon du 8 février 2002 relatif à la cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens.

Art. 51. §1^{er}. Les membres du personnel des services visés à l'article 50, 2° à 6°, sont invités par recommandé ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi adressé par le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Fonction publique dans ses attributions, à déterminer dans les deux mois, s'ils optent :

- 1° pour un transfert au sein du service commun d'audit;
- 2° pour un transfert au sein du Service public de Wallonie ou au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région wallonne;
- 3° le cas échéant, la réintégration dans leur service d'origine pour les membres du personnel mis à disposition ou en congé pour mission au sein du service d'audit concerné.

A défaut de réponse dans le délai fixé, les membres du personnel sont supposés opter pour un transfert au sein du service commun d'audit.

§ 2. A la date déterminée par le Gouvernement wallon :

- 1° les membres du personnel qui ont opté pour un transfert au sein du service commun d'audit y sont transférés d'office;
- 2° les membres du personnel qui ont opté pour un transfert au sein du Service public de Wallonie ou au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région wallonne y sont transférés d'office sur des emplois disponibles;
- 3° il est mis fin à la mise à disposition ou au congé pour mission pour les membres du personnel et qui ont opté pour une réintégration de leur service d'origine.

Pour les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Secrétaire général du Service public de Wallonie assure, dans la mesure du possible, une adéquation entre les compétences de la personne à transférer et les nouvelles missions qui sont confiées à la personne au sein du Service public de Wallonie ou au sein d'un organisme d'intérêt public de la Région wallonne. Le cas échéant, plusieurs emplois disponibles, dont au moins un ayant une résidence administrative identique à celle du membre du personnel, peuvent être suggérés à la personne à transférer.

Art. 52. Les transferts ou réintégration ne constituent pas de nouvelles nominations.

Les situations administrative et pécuniaire acquises par les membres du personnel au moment de leur transfert sont réputées avoir été acquises au sein du service commun d'audit.

Art. 53. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 50, 1° sont invités par recommandé ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi adressé par le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a la Fonction publique dans ses attributions, à déterminer dans les deux mois, s'ils optent :

- 1° pour un transfert au sein du service commun d'audit;

- 2° pour une affectation sur un autre poste au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;
- 3° le cas échéant, la réintégration dans leur service d'origine pour les membres du personnel mis à disposition ou en congé pour mission au sein du service d'audit concerné.

A défaut de réponse dans le délai fixé, les membres du personnel sont supposés opter pour un transfert au sein du service commun d'audit.

§ 2. A la date déterminée par le Gouvernement de la Communauté française :

- 1° les membres du personnel qui auront opté pour un transfert au sein du service commun d'audit y sont transférés d'office;
- 2° les membres du personnel qui auront opté pour une affectation sur un autre poste au sein du Ministère de la Communauté française y sont transférés d'office sur des emplois disponibles;
- 3° il est mis fin à la mise à disposition ou au congé pour mission pour les membres du personnel et qui ont opté pour une réintégration de leur service d'origine.

§ 3. Pour les membres du personnel visés au paragraphe 2, 1°, bénéficiant d'un contrat de travail, un nouveau contrat de travail est signé. Les droits acquis dans le cadre du contrat de travail initial seront maintenus.

Pour les membres du personnel visés au paragraphe 2, 2°, le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française assure, dans la mesure du possible, une adéquation entre les compétences de la personne à affecter et les nouvelles missions qui seront confiées à la personne au sein du Ministère. Le cas échéant, plusieurs emplois disponibles, dont au moins un ayant une résidence administrative à Bruxelles, peuvent être suggérés à la personne à transférer.

Art. 54. Le transfert emporte le passage d'un emploi du cadre du Ministère de la Communauté française vers un emploi du cadre du service commun d'audit. Il ne constitue pas, pour les membres du personnel ainsi transférés, de nouvelles nominations ni des transferts au sens du statut du personnel.

Les situations administrative et pécuniaire acquises par les membres du personnel au moment de leur transfert sont réputées avoir été acquises au sein du service commun d'audit.

Art. 55. Au jour de leur transfert, les membres du personnel visés à l'article 50, 6°, sont détachés auprès de la Cellule d'Audit de l'Inspection des Finances. Ce détachement est considéré comme la continuité du détachement initial.

Art. 56. Est nommé par conversion de grade au grade prévu par le Code figurant dans la colonne de gauche du tableau et bénéficie de l'échelle de traitements y attachée l'agent visé à l'article 50, 1°, titulaire, au jour de son transfert, d'un grade appartenant au rang énoncé en regard dans la colonne de droite avec, le cas échéant, l'ancienneté de niveau correspondante :

1° Directeur, échelle A4/2	grade du rang 12
2° Attaché qualifié, échelle A5/2bis	grade du rang 10 ou du rang 11 exerçant la fonction d'auditeur et ayant une ancienneté de niveau supérieure à 25 ans
3° Attaché qualifié, échelle A5/2	grade du rang 10 ou du rang 11 exerçant la fonction d'auditeur et ayant une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 15 ans et inférieure à 25 ans
4° Attaché qualifié, échelle A6/2	grade du rang 10 ou du rang 11 exerçant la fonction d'auditeur et ayant une ancienneté de niveau inférieure à 15 ans
7° Gradué, échelle B3/1	grade du rang 25 ou du rang 26 avec une ancienneté de niveau inférieure à 15 ans

Le membre du personnel contractuel transféré ne peut pas bénéficier d'une échelle de traitements supérieure à l'échelle de traitements accessible par promotion à un membre du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon.

Art. 57. § 1^{er}. Pour l'agent nommé par conversion de grade conformément à l'article 56, l'ancienneté acquise dans le niveau figurant dans la colonne de droite du tableau est réputée avoir été acquise dans le niveau figurant dans la colonne de gauche :

Niveau A	Niveau 1
Niveau B	Niveau 2 ⁺

§ 2. L'ancienneté de rang de l'agent nommé par conversion de grade à un grade de recrutement est égale à son ancienneté de niveau.

L'ancienneté d'échelle de l'agent nommé par conversion de grade à un grade de recrutement auquel est attachée une échelle de recrutement est égale à son ancienneté de niveau.

L'ancienneté d'échelle de l'agent nommé par conversion de grade à un grade auquel est attachée une première échelle de promotion est égale à son ancienneté de niveau diminuée du nombre d'années d'ancienneté requis pour être promu à cette échelle.

Art. 58. § 1^{er}. L'agent transféré conserve le bénéfice des effets pécuniaires des promotions qu'il aurait obtenues en carrière plane.

§ 2. L'agent qui, avant son transfert et de par le statut qui lui était applicable, bénéficiait d'une échelle de traitements pour laquelle un avancement barémique automatique, par ancienneté et sans ouverture d'emploi, était prévu dans le même niveau conserve le bénéfice de cette mesure pécuniaire après son transfert.

Art. 59. Est nommé par conversion de grade au grade d'attaché qualifié, l'attaché issu de l'un des services visés à l'article 50, 2° à 6°, qui exerce la fonction d'auditeur.

L'échelle figurant dans la colonne de gauche du tableau est attribuée à l'attaché nommé d'office au grade d'attaché qualifié, qui au jour de son transfert, est titulaire de l'ancienneté de niveau correspondante reprise dans la colonne de droite :

1° échelle A5/2bis	attaché exerçant la fonction d'auditeur et ayant une ancienneté de niveau supérieure à 25 ans
2° échelle A5/2	attaché exerçant la fonction d'auditeur et ayant une ancienneté de niveau supérieure ou égale à 15 ans et inférieure à 25 ans
3° échelle A6/2	attaché exerçant la fonction d'auditeur et ayant une ancienneté de niveau inférieure à 15 ans

Art. 60. L'ancienneté d'échelle de l'agent nommé d'office au grade d'attaché qualifié auquel est attribuée une échelle de recrutement est égale à son ancienneté de niveau.

L'ancienneté d'échelle de l'agent nommé d'office au grade d'attaché qualifié auquel est attribuée une échelle de promotion est égale à son ancienneté de niveau diminuée du nombre d'années d'ancienneté requis pour être promu à cette échelle.

Art. 61. Les nominations par conversion de grade visées au présent accord s'opèrent d'office à la date à laquelle le transfert prend effet.

Art. 62. Le membre du personnel qui exerce une fonction supérieure dans son service d'origine en poursuit l'exercice au service commun d'audit.

Art. 63. La résidence administrative du membre du personnel est conservée lors du transfert.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires, modificatives et finales*

Art. 64. Sans préjudice des motifs de fin de mandat visés par les articles 348 et 349 du Code, le responsable du service commun d'audit en place avant l'entrée en vigueur du présent accord reste valablement désigné.

Art. 65. Dans l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un service commun d'audit dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie », il est inséré un article 24/1 rédigé comme suit :

« Art. 24/1. Les experts indépendants du comité d'audit bénéficient d'une indemnité de 800 euros par séance, rattachée à l'indice pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément aux règles de l'article 247 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne.

L'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} ne peut pas être octroyée au-delà de trois séances par an. ».

Art. 66. Toutes les parties sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de la mise en œuvre du présent accord y compris la modification des réglementations concernées, lesquelles sont adaptées aux dispositions du présent accord de coopération au plus tard le 1^{er} octobre 2019.

Art. 67. La dénonciation de tout ou partie du présent accord requiert un préavis d'un an.

Art. 68. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Namur, le 16 mai 2019.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de la Fonction-publique,
A. GREOLI

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE UND MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT

[C – 2020/16255]

16. MAI 2019 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Festlegung des Statuts der Personalmitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie und der Modalitäten für die Übertragung von Personalmitgliedern des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf diese gemeinsame Dienststelle

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 77, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014, und 92bis § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch die Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des am 21. Juli 2016 zwischen der zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie";

Aufgrund der am 11. März 2019 und 25. März 2019 abgegebenen Stellungnahmen der Finanzinspektoren;
 Aufgrund der am 14. März 2019 und am 27. März 2019 gegebenen Einverständnisse der Minister für Haushalt;
 Aufgrund der am 14. März 2019 und am 27. März 2019 gegebenen Einverständnisse der Minister für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des innerhalb des Sektorenausschusses XVI abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolls Nr. 770 vom 12. April 2019;

Aufgrund des innerhalb des Sektorenausschusses XVII abgeschlossenen Vereinbarungsprotokolls Nr. 515 vom 12. April 2019;

Aufgrund des Berichts vom 14. März 2019, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder,

Die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in der Person der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft in der Person des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Haben Wir beschlossen und erlassen Wir:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Definitionen:

- 1° Die gemeinsame Auditdienststelle: die durch das am 21. Juli 2016 zwischen der zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie" eingerichtete gemeinsame Dienststelle;
- 2° Die Regierungen: die Regierung der Französischen Gemeinschaft und die Wallonische Regierung, die gemeinsam handeln;
- 3° Die Minister: die Minister der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft, zu deren Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört;
- 4° der Kodex: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;
- 5° Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;
- 6° Das Amt eines Auditors: das Amt, die in dem von der Wallonischen Regierung verabschiedeten Bezugssystem der Ämter als das Amt eines Auditors identifiziert wurde;
- 7° Der Direktionsausschuss: der Direktionsausschuss der gemeinsamen Dienststelle gemäß der Definition des Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle;
- 8° Der Verantwortliche der gemeinsamen Auditdienststelle: der in Ausführung des am 21. Juli 2016 zwischen der zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie" benannte Mandatsträger.

Art. 2 - Die gemeinsame Auditdienststelle unterliegt ausschließlich dem kraft des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, eingerichteten Sektorenausschuss XVI.

Art. 3 - Die gemeinsame Auditdienststelle unterliegt dem kraft Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. August 2008 bezüglich des Zwischenkonzertierungsausschusses und der Basiskonzertierungsausschüsse der Dienststellen der Wallonischen Regierung eingerichteten Basiskonzertierungsausschuss Nr. 1.

Art. 4 - Der Öffentliche Dienst der Wallonie und das Ministerium der Französischen Gemeinschaft sorgen für die Unterbringung der gemeinsamen Auditdienststelle und stellen nach den vom Direktionsausschuss festgelegten Modalitäten die Infrastruktur, die für ihre Arbeitsweise erforderlich ist, kostenfrei zu ihrer Verfügung.

Art. 5 - Auf Vorschlag des Vorsitzenden des Direktionsausschusses legen die Minister die Übertragungen von Befugnissen und Zeichnungsbefugnissen auf Verwaltungsorgane und Personalmitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle fest, die nicht im vorliegenden Abkommen vorgesehen sind. In Bezug auf ihren Umfang in den jeweiligen betroffenen Zuständigkeitsbereichen dürfen diese Übertragungen nicht die Grenzen überschreiten, die durch die Übertragungen festgelegt sind, die dem Ministerium der Französischen Gemeinschaft oder dem Öffentlichen Dienst der Wallonie gewährt werden.

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 11 § 1 Absatz 3 des Kodex legt die Wallonische Regierung den Stellenplan der gemeinsamen Auditdienststelle nach Zustimmung der Regierung der Französischen Gemeinschaft fest.

KAPITEL II — *Verwaltungs- und Besoldungsstatut des Personals der gemeinsamen Auditdienststelle*

Abschnitt 1 — Auf alle Personalmitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle anwendbare Bestimmungen

Art. 7 - Die Bestimmungen, die das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region bilden, und alle in Anwendung dieser Bestimmungen getroffenen Maßnahmen, sowie die Bestimmungen, die die Anwerbungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage des vertraglichen Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung regeln, sind auf die Personalmitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle anwendbar.

Art. 8 - Vorbehaltlich anders lautender Bestimmungen des vorliegenden Abkommens gelten für die Zwecke der Bestimmungen, die das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region bilden, und für die Zwecke aller in Anwendung dieser Bestimmungen getroffenen Maßnahmen sowie für die Anwerbsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage des vertraglichen Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung, folgende Definitionen:

- 1° Regierung: die Wallonische Regierung, unbeschadet der Bestimmungen, die sie zur Regelung ihrer Arbeitsweise und der Befugnisse, die sie den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gewährt, verabschiedet;
- 2° Minister für den öffentlichen Dienst: der Minister für den öffentlichen Dienst der Wallonischen Region;
- 3° Von der Funktion her zuständiger Minister: der oder die von der Funktion her zuständigen Minister der Wallonischen Region;
- 4° Generalsekretär oder Generaldirektor: der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 5° Direktionsausschuss: der Direktionsausschuss der gemeinsamen Auditdienststelle gemäß der Definition des Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle.

Art. 9 - Im Hinblick auf Versetzungen und Mobilität wird die gemeinsame Auditdienststelle als eine Dienststelle der Wallonischen Regierung für die Anwendung des Kodex betrachtet.

Im Hinblick auf Versetzungen und Mobilität wird die gemeinsame Auditdienststelle als eine Dienststelle der Regierung der Französischen Gemeinschaft für die Anwendung des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 22. Juli 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft betrachtet.

Art. 10 - Ein Mitglied des Vertragspersonals der gemeinsamen Auditdienststelle kann auf eine oder aus einer Dienststelle der Wallonischen Regierung oder auf eine oder aus einer Einheit der Dienststellen der Französischen Gemeinschaftsdienste übertragen oder wieder eingestellt werden, ohne dass ein Vergleichsverfahren erforderlich ist.

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 13 Absatz 1, 422 und 441 des Kodex ist die Wallonische Regierung befugt, die Stellen der Dienststränge A4 und A5 auf Vorschlag des Direktionsausschusses und nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft für offen zu erklären.

In Abweichung von Artikel 13 Absatz 4 des Kodex erklärt (erklären) der (die) von der Funktion her zuständige(n) Minister die Anwerbsstellen für offen.

Art. 12 - In Abweichung von Artikel 50 § 1 Absatz 1, 52*bis* und 53 § 3 Absatz 3 des Kodex ist die Wallonische Regierung nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft für die Beförderung durch Aufsteigen in den Dienstgrad eines Direktors, Beraters und ersten Attachés zuständig.

Art. 13 - In Abweichung von Artikel 69 Absatz 1 des Kodex nimmt die Wallonische Regierung die Bezeichnung zur Ausübung einer höheren Funktion für die Stellen der Dienststränge A4 und A5 auf Vorschlag des Direktionsausschusses und nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft vor.

Art. 14 - In Abweichung von Artikel 71 § 4 des Kodex wird die Versetzung von Amts wegen für die Stellen der Dienststränge A4 und A5 von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Direktionsausschusses und nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft beschlossen.

Art. 15 - In Abweichung von Artikel 73 § 2 Absatz 2 des Kodex wird die zeitweilige Versetzung eines Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads im Rang A4 oder A5 ist, von der Wallonischen Regierung nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft auf Vorschlag oder nach Stellungnahme des Direktionsausschusses beschlossen.

Art. 16 - In Abweichung von Artikel 74 Absatz 1 des Kodex wird die Neuzuweisung eines Bediensteten des Dienststrangs A4 oder A5 von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Direktionsausschusses und nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft beschlossen.

Art. 17 - In Abweichung von Artikel 75 § 4 des Kodex wird die interne oder externe Mobilität für die Stellen der Dienststränge A4 und A5 von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Direktionsausschusses und nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft beschlossen.

Art. 18 - In Abweichung von Artikel 152 Absatz 1 des Kodex stellt die Wallonische Regierung dem Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads im Rang A4 oder A5 ist, den Kündigungsvorschlag wegen Berufsuntauglichkeit nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft zu.

Art. 19 - In Abweichung von Artikel 152 Absatz 4 des Kodex kann die Wallonische Regierung, nachdem sie das Gutachten der Widerspruchskammer zur Kenntnis genommen hat, nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft die Kündigung wegen Berufsuntauglichkeit eines Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads im Rang A4 oder A5 ist, beschließen.

Art. 20 - In Abweichung von Artikel 176 des Kodex werden der Verweis, die Gehaltskürzung und die Strafversetzung vom Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie nach gleich lautender Stellungnahme des Generalsekretärs des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft verhängt.

In Abweichung von Artikel 176 des Kodex werden die Zurückstufung in der Gehaltstabelle, die Zurückstufung im Dienstgrad, die Entlassung von Amts wegen und die Abberufung von dem oder den von der Funktion her zuständigen Ministern der Wallonischen Regierung nach gleich lautender Stellungnahme des oder der von der Funktion her zuständigen Minister der Französischen Gemeinschaft verhängt.

Art. 21 - Zuständig, nach Stellungnahme der Widerspruchskammer der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von der Wallonischen Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses eine endgültige Entscheidung zu treffen ist:

- 1° die Wallonische Regierung nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft für jede Disziplinarstrafe gegen einen Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads im Rang A4 oder eines Führungsgrads ist;
- 2° der oder die von der Funktion her zuständigen Minister der Wallonischen Regierung nach gleich lautender Stellungnahme des oder der von der Funktion her zuständigen Minister der Regierung der Französischen Gemeinschaft für die Zurückstufung in der Gehaltstabelle, die Zurückstufung im Dienstgrad, die Entlassung von Amts wegen oder die Abberufung eines Bediensteten, der Inhaber eines anderen Dienstgrads ist;

- 3° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie nach gleich lautender Stellungnahme des Generalsekretärs des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft für den Verweis, die Gehaltskürzung oder die Strafversetzung eines Bediensteten, der Inhaber eines anderen Dienstgrads ist.

Art. 22 - In Abweichung von Artikel 205 § 1 Absatz 3 des Kodex teilt die Wallonische Regierung nach Stellungnahme der Widerspruchskammer dem Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads im Rang A4 oder A5 ist, nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft eine neue Entscheidung mit.

In Abweichung von Artikel 205 § 1 Absatz 3 des Kodex teilt bzw. teilen der oder die von der Funktion her zuständigen Minister der Wallonischen Regierung nach Stellungnahme der Widerspruchskammer dem Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads in den anderen Rängen ist, eine neue Entscheidung mit.

Art. 23 - In Abweichung von Artikel 229*bis* Absätze 1 und 2 des Kodex kann die Weiterführung der Beschäftigung eines Bediensteten, der Inhaber eines Dienstgrads im Rang A4 oder A5 ist, auf seinen Antrag und nach Stellungnahme des Direktionsausschusses von der Wallonischen Regierung nach gleich lautender Stellungnahme der Regierung der Französischen Gemeinschaft erlaubt werden.

Art. 24 - In Abweichung von Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 setzt sich der Auswahlausschuss für die Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf in den Stufen A und B, mit Ausnahme der Einstellung von Personal in offenen Stellen, die in Erwartung der Besetzung auf statutarischem Wege sind, wie folgt zusammen:

- 1° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Vertreter;
- 2° der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft oder dessen Vertreter;
- 3° der Verantwortliche der gemeinsamen Auditdienststelle;
- 4° der Bedienstete, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt in der Direktion, in der die Stelle zu besetzen ist.

In Abweichung von Artikel 5 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 setzt sich der Auswahlausschuss für die Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf in den Stufen C und D, mit Ausnahme der Einstellung von Personal in offenen Stellen, die in Erwartung der Besetzung auf statutarischem Wege sind, wie folgt zusammen:

- 1° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Vertreter;
- 2° der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft oder dessen Vertreter;
- 3° der Verantwortliche der gemeinsamen Auditdienststelle;

Der Generalsekretär, der den Vorsitz im Direktionsausschuss führt, führt den Vorsitz in den in den Absätzen 1 und 2 genannten Auswahlausschüssen.

Art. 25 - In Abweichung von Artikel 5 § 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 benennt der Verantwortliche der gemeinsamen Auditdienststelle die Mitglieder des Auswahlausschusses, einschließlich des Vorsitzenden, für die Einstellung von Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf in Erwartung der Besetzung der offenen Stellen auf statutarischem Wege, von Ersatzvertragspersonal und Hilfsvertragspersonal.

Art. 26 - In Abweichung von Artikel 5 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 setzt sich der Auswahlausschuss, dessen Zusammensetzung von den Regierungen genehmigt wird, für die Einstellung von Vertragspersonal für spezifische Aufgaben und von sachkundigem Vertragspersonal aus folgenden Personen zusammen:

- 1° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Vertreter;
- 2° der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft oder dessen Vertreter;
- 3° ein oder mehrere Vertreter der gemeinsamen Auditdienststelle;
- 4° ein oder mehrere externe Mitglieder, die über unbestreitbare Fachkenntnisse in dem betreffenden Bereich verfügen, und die weder dem Ministerium der Französischen Gemeinschaft, noch dem Öffentlichen Dienst der Wallonie, noch der gemeinsamen Auditdienststelle angehören.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 4 können die unabhängigen Sachverständigen, die Mitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle sind, als externe Mitglieder benannt werden.

Der Generalsekretär, der den Vorsitz im Direktionsausschuss führt, führt den Vorsitz im Auswahlausschuss.

Art. 27 - In Abweichung von Artikel 5*bis* §§ 4 bis 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 genehmigt der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die Auswahlverfahren, deren Auswahlausschuss nicht von ihm geführt wurde, und stellt den oder die geeigneten Bewerber gemäß ihrer jeweiligen Einstufung binnen fünfzehn Tagen nach dem Empfang des Auswahlberichtes ein.

Der genehmigte Auswahlbericht wird den Ministern und den von der Funktion her zuständigen Ministern der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region auf ihren ausdrücklichen Antrag vom Generalsekretär übermittelt.

Die Minister oder die von der Funktion her zuständigen Minister der Regierungen befinden binnen zehn Tagen über die Ordnungsmäßigkeit des Auswahlverfahrens. Geschieht dies nicht, gilt die Entscheidung als positiv.

Wenn die Minister oder die von der Funktion her zuständigen Minister der Regierungen sich nicht mit dem Verfahren einverstanden erklären können, ist dieses zu wiederholen.

Art. 28 - In Abweichung von Artikel 5*ter* §§ 3 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 werden die Funktionsbeschreibung, das Kompetenzprofil und die Zusammensetzung des Auswahlausschusses für die Einstellung von Vertragspersonal für spezifische Aufgaben und von sachkundigem Vertragspersonal vor dem Bewerberaufruf von den Regierungen genehmigt. Im Falle von Beschlüssen betreffend neue politische Maßnahmen, oder von besonders wichtigen Beschlüssen und auf Vorschlag der Minister behalten sich die Regierungen die endgültigen Entscheidung über die Einstellung vor.

Wenn die endgültige Entscheidung von den Regierungen gefasst wird, übermittelt der Auswahlausschuss ihnen eine begründete Stellungnahme über die Zulässigkeit der Bewerber aufgrund der Funktionsbeschreibung, des Kompetenzprofils, der Erfahrung, der Fähigkeiten und der Motivation der Bewerber.

Art. 29 - Für die Anwendung von Artikel 8 Absätze 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 bedeutet Regierung die Regierungen.

Abschnitt 2 - Auf den Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle anwendbare spezifische Bestimmungen

Art. 30 - In Abweichung von Artikel 205 des Kodex wird der Beschluss zur einstweiligen Amtsenthebung des Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle im Interesse des Dienstes von den Regierungen beschlossen.

Art. 31 - In Abweichung von Artikel 229*bis* des Kodex kann die Weiterführung der beruflichen Tätigkeit des Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle über das Alter von 65 Jahren hinaus auf dessen Antrag von den Regierungen erlaubt werden.

Art. 32 - In Abweichung von Artikel 334 § 1 und 356 § 1 Absatz 2 des Kodex wird der Verantwortliche der gemeinsamen Auditdienststelle von einem Kollegium beurteilt, das sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

- 1° die Minister oder deren Vertreter;
- 2° der oder die von der Funktion her zuständigen Minister der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft oder deren Vertreter;
- 3° der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 4° der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.

Der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, führt den Vorsitz im Kollegium.

Art. 33. Für die Anwendung von Artikel 334 § 4 des Kodex ist Ziffer 2 wie folgt zu verstehen:

„2° dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und dem Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft.“.

Art. 34 - Für die Anwendung von Artikel 334 § 5 Absatz 3 des Kodex bedeutet Regierung die Regierungen.

Art. 35 - In Abweichung von Artikel 336 des Kodex wird das Disziplinarverfahren gegen den Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle von einem der Minister, von einem von der Funktion her zuständigen Minister der Wallonischen Regierung oder der Regierung der Französischen Gemeinschaft, von dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft eingeleitet und geführt.

Die in Absatz 1 erwähnte Behörde schlägt eine Strafmaßnahme vor. Sie stellt ihren Vorschlag dem Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle zu und informiert die Mitglieder der Regierung. Die Strafmaßnahme wird von den Regierungen verabschiedet.

Art. 36 - Für die Anwendung von Titel II des Buches II des Kodex auf den Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle bedeutet Regierung die Regierungen.

Art. 37 - Für die Anwendung von Artikel 350 § 1 des Kodex sind unter demselben Stellenplan die Stellenpläne des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft zu verstehen.

KAPITEL III — *Vollmachtserteilungen*

Art. 38 - Sofern in diesem Abkommen keine Abweichung vorgesehen ist, ist der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie auf die gemeinsame Auditdienststelle anwendbar.

Art. 39 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie werden die von ihm ausgeübten Vollmachten in Ermangelung anders lautender Verordnungsbestimmungen oder vom Amtsinhaber getroffener Sondervorkerungen während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung dem Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle erteilt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle werden die von ihm ausgeübten Vollmachten sowie die in Absatz 1 genannten Vollmachten in Ermangelung anders lautender Verordnungsbestimmungen oder vom Amtsinhaber getroffener Sondervorkerungen, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung dem Direktor der betroffenen Direktion erteilt.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Direktors werden die von ihm ausgeübten Vollmachten sowie die in Absatz 2 genannten Vollmachten in Ermangelung anders lautender Verordnungsbestimmungen oder vom Amtsinhaber getroffener Sondervorkerungen, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung einem Bediensteten der Stufe A der betroffenen Direktion erteilt, den der Direktor zu diesem Zweck benennt.

Art. 40 - § 1. Folgenden Personen wird die Vollmacht zur Beschlussfassung in Sachen Jahresurlaub, außergewöhnliche Urlaubstage, Urlaub aus besonderen Anlässen, und Dienstreisen, mit Ausnahme der Dienstreisen ins Ausland, erteilt:

- 1° dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gegenüber dem Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle;
- 2° dem Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle gegenüber den im unterstehenden Personalmitgliedern;
- 3° den Bediensteten der Stufe A, die zu diesem Zweck von dem Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle bezeichnet werden.

§ 2. Dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird die Vollmacht erteilt, bis zu einem Betrag von 5 Euro Beschlüsse bezüglich der Auslandsdienstreisen im Rahmen der Tätigkeiten der gemeinsamen Auditdienststelle zu fassen. 000 Euro.

Die Auslandsdienstreisen sind Gegenstand einer vorherigen Information und eines Berichts an die betroffenen Minister.

Art. 41 - Dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird die Vollmacht erteilt, auf Vorschlag oder nach gleichlautender Stellungnahme des Verantwortlichen der gemeinsamen Auditdienststelle jegliche Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals zu fassen.

KAPITEL IV — Modalitäten für die Übertragung von Personal auf die gemeinsame Auditdienststelle

Art. 42 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels sind die Personalmitglieder die endgültig ernannten Bediensteten, die Personalmitglieder auf Probe und die Mitglieder des Vertragspersonals.

Art. 43 - Jede Regierung erstellt eine Liste mit den Namen der Mitglieder ihres Personals, die auf die gemeinsame Auditdienststelle übertragen werden, mit der Direktion, der sie zugewiesen sind, und mit ihrem Amtssitz.

Art. 44 - Am Tag der Übertragung unterliegt das der gemeinsamen Auditdienststelle zugewiesene Personalmitglied den Bestimmungen des Kapitels 2 dieses Abkommens.

Art. 45 - Innerhalb von zwei Monaten nach seiner Übertragung teilt das vom Ministerium der Französischen Gemeinschaft übertragene Personalmitglied mit, ob es dem Sozialdienst der Dienste der Wallonischen Regierung anstelle des Sozialdienstes der Dienste der Französischen Gemeinschaft angeschlossen werden möchte.

Hat es nicht innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist den Sozialdienst angegeben, dem es angeschlossen werden möchte, so bleibt es dem Sozialdienst der Dienste der Französischen Gemeinschaft angeschlossen.

Art. 46 - Das übertragene Personalmitglied behält seine Eigenschaft, seinen Dienstgrad oder einen gleichwertigen Dienstgrad. Zudem behält es mindestens die Besoldung und die verschiedenen Dienstalter, die es erhalten hat oder erhalten hätte, wenn es das Amt, das es am Vortag seiner Übertragung innehatte, weiterhin ausgeübt hätte.

Art. 47 - Solange die Art der erbrachten Leistungen oder die Funktion mit derjenigen vor der Übertragung gleich bleibt, und das übertragene Personalmitglied nicht neu angeworben oder eingestellt wird, behält es ebenfalls die Zulagen, Entschädigungen oder Prämien und die sonstigen Vorteile, auf die es in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte, und zwar gemäß der Regelungen, die auf es anwendbar waren.

Art. 48 - Das übertragene Personalmitglied behält seine letzte Bewertung.

Diese Bewertung bleibt gültig bis eine neue Bewertung erfolgt ist.

Wenn ein Personalmitglied eine Beschwerde gegen die ihm zugestellte Bewertung eingeleitet hat, wird das Verfahren vor der Übertragung abgeschlossen.

Art. 49 - Der Bedienstete, der vor seiner Übertragung eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Ausstieg in die höhere Stufe in seiner ursprünglichen Dienststelle erfolgreich abgelegt haben, behält innerhalb der gemeinsamen Auditdienststelle die Ansprüche auf Beförderung, die er dadurch erlangt hat.

Für die Einstufung dieses erfolgreichen Prüfungsteilnehmers gilt, dass er dieses Auswahlverfahren oder diese Prüfung innerhalb der gemeinsamen Dienststelle abgelegt hat.

Wenn eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Ausstieg in die höhere Stufe, an der das Personalmitglied teilnehmen kann, in der Dienststelle, der es am Datum der Übertragung angehörte, angekündigt wurde, behält dieses Personalmitglied das Recht, daran teilzunehmen, auch wenn es während des Ablaufs dieser Prüfung übertragen wird.

Das Personalmitglied behält den Anspruch auf alle Zeugnisse, die es während seiner Laufbahn erlangt hat, und die Gleichwertigkeit dieser Zeugnisse ist automatisch gegeben.

Art. 50 - Die Personalmitglieder der folgenden Dienststellen werden nach den Modalitäten des vorliegenden Abschnitts auf die gemeinsame Auditdienststelle übertragen:

- 1° Allgemeiner Auditdienst des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;
- 2° Direktion des Audits der Europäischen Fonds der Abteilung Audit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat;
- 3° Direktion des internen Betriebsaudits der Abteilung Audit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Generalsekretariat;
- 4° Kontrollzelle EGFL-ELER der Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;
- 5° Kontrollzelle Wohnungswesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie gemäß Artikel 200/1 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;
- 6° Personalmitglieder der verschiedenen Dienststellen der Regierung, die derzeit bei der durch den Erlass der Wallonischen Region vom 8. Februar 2002 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds eingerichteten Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds abgeordnet sind.

Art. 51 - § 1. Die Mitglieder des Personals der in Artikel 50 Ziffern 2 bis 6 genannten Dienststellen werden per Einschreiben oder auf jede andere Weise, die der vom Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, versandten Sendung ein sicheres Datum zuweist, aufgefordert, innerhalb von zwei Monaten zu entscheiden, ob sie:

- 1° auf die gemeinsame Auditdienststelle übertragen werden möchten;
- 2° auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie oder auf eine Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonischen Region übertragen werden möchten;
- 3° ggf. wieder in die ursprüngliche Dienststelle eingewiesen werden möchten, was die zur Verfügung gestellten oder wegen eines Sonderauftrags beurlaubten Personalmitglieder innerhalb der betreffenden Auditdienststelle betrifft.

Falls innerhalb der eingeräumten Frist keine Antwort eingegangen ist, wird davon ausgegangen, dass die Personalmitglieder sich für eine Übertragung auf die gemeinsame Auditdienststelle entschieden haben.

§ 2. Zu einem von der Wallonischen Regierung festgelegten Zeitpunkt

- 1° werden die Personalmitglieder, die sich für eine Übertragung auf die gemeinsame Auditdienststelle entschieden haben, automatisch übertragen,
- 2° werden die Personalmitglieder, die sich für eine Übertragung auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie oder auf eine Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonischen Region entschieden haben, automatisch auf dort verfügbare Stellen übertragen,
- 3° wird die Zurverfügungstellung oder der Urlaub wegen eines Sonderauftrags der Personalmitglieder, die sich für die Wiedereinweisung in die ursprüngliche Dienststelle entschieden haben, beendet.

Was die unter Absatz 1 Ziffer 2 genannten Personalmitglieder betrifft, gewährleistet der Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie so weit wie möglich eine Übereinstimmung der Kompetenzen der zu übertragenden Person und der diesen Personen innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder einer Einrichtung öffentlichen Interesses der Wallonischen Region anvertrauten neuen Aufgaben. Gegebenenfalls können mehrere verfügbare Stellen – darunter mindestens eine mit demselben Amtssitz wie der des Personalmitglieds – der zu übertragenden Person vorgeschlagen werden.

Art. 52 - Diese Übertragungen bzw. Wiedereinweisungen stellen keine neuen Ernennungen dar.

Der administrative Stand und der Besoldungsstand, die die Personalmitglieder zum Zeitpunkt ihrer Übertragung erlangt haben, gelten als innerhalb der gemeinsamen Auditdienststelle erlangte Stände.

Art. 53 - § 1. Die in Artikel 50 Ziffer 1 genannten Personalmitglieder werden per Einschreiben oder auf jede andere Weise, die der vom Minister der Regierung der Französischen Gemeinschaft, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, versandten Sendung ein sicheres Datum zuweist, aufgefordert, innerhalb von zwei Monaten zu entscheiden, ob sie:

- 1° auf die gemeinsame Auditdienststelle übertragen werden möchten;
- 2° einer anderen Stelle innerhalb der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, des "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoher Medienrat) und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII angehören, zugewiesen werden möchten;
- 3° ggf. wieder in die ursprüngliche Dienststelle eingewiesen werden möchten, was die zur Verfügung gestellten oder wegen eines Sonderauftrags beurlaubten Personalmitglieder innerhalb der betreffenden Auditdienststelle betrifft.

Falls innerhalb der eingeräumten Frist keine Antwort eingegangen ist, wird davon ausgegangen, dass die Personalmitglieder sich für eine Übertragung auf die gemeinsame Auditdienststelle entschieden haben.

§ 2. Zu einem von der Regierung der Französischen Gemeinschaft festgelegten Zeitpunkt werden

- 1° die Personalmitglieder, die sich für eine Übertragung auf die gemeinsame Auditdienststelle entschieden haben, automatisch übertragen,
- 2° die Personalmitglieder, die sich für eine Zuweisung zu einer anderen Stelle innerhalb des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft entschieden haben, automatisch auf dort verfügbare Stellen übertragen,
- 3° wird die Zurverfügungstellung oder der Urlaub wegen eines Sonderauftrags der Personalmitglieder, die sich für die Wiedereinweisung in die ursprüngliche Dienststelle entschieden haben, beendet.

§ 3. Mit den Personalmitgliedern gemäß Paragraf 2 Ziffer 1, die im Rahmen eines Arbeitsvertrags eingestellt sind, wird ein neuer Arbeitsvertrag abgeschlossen. Die mit dem ursprünglichen Arbeitsvertrag einhergehenden Ansprüche werden aufrechterhalten.

Was die unter Paragraf 2 Ziffer 2 genannten Personalmitglieder betrifft, gewährleistet der Generalsekretär des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft so weit wie möglich eine Übereinstimmung der Kompetenzen der zuzuweisenden Person und der dieser Person innerhalb des Ministeriums anvertrauten neuen Aufgaben. Gegebenenfalls können mehrere verfügbare Stellen – darunter mindestens eine mit Amtssitz in Brüssel – der zu übertragenden Person vorgeschlagen werden.

Art. 54 - Die Übertragung setzt den Übergang von einer Stelle des Stellenplans des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft zu einer Stelle des Stellenplans der gemeinsamen Auditdienststelle voraus. Sie stellt weder eine neue Ernennung der übertragenen Personalmitglieder dar noch deren Übertragung im Sinne des Personalstatuts.

Der administrative Stand und der Besoldungsstand, die die Personalmitglieder zum Zeitpunkt ihrer Übertragung erlangt haben, gelten als innerhalb der gemeinsamen Auditdienststelle erlangte Stände.

Art. 55 - Ab Tag ihrer Übertragung werden die in Artikel 50 Ziffer 6 genannten Personalmitglieder bei der Kontrollzelle der Finanzinspektion abgeordnet. Diese Abordnung gilt als Fortsetzung der ursprünglichen Abordnung.

Art. 56 - Der in Artikel 50 Ziffer 1 genannte Bedienstete, der am Tag seiner Übertragung einen Dienstgrad hat, der dem Dienstrang der in der rechten Spalte der nachstehenden Tabelle angeführten Dienststränge entspricht, gegebenenfalls unter Berücksichtigung des entsprechenden Dienstalters in der Stufe, wird durch Dienstgradumwandlung in dem entsprechenden, in der linken Spalte angeführten Dienstgrad nach dem Kodex ernannt und hat Anspruch auf die entsprechende Gehaltstabelle:

1° Direktor, Gehaltstabelle A4/2	Dienstgrad im Rang 12
2° Qualifizierter Attaché, Gehaltstabelle A5/2bis	Dienstgrad im Rang 10 oder Rang 11, der das Amt eines Auditors ausübt und ein Dienstalter in der Stufe von mehr als 25 Jahren besitzt
3° Qualifizierter Attaché, Gehaltstabelle A5/2	Dienstgrad im Rang 10 oder Rang 11, der das Amt eines Auditors ausübt und ein Dienstalter in der Stufe von mehr als 15 Jahren und weniger als 25 Jahren besitzt
4° Qualifizierter Attaché, Gehaltstabelle A6/2	Dienstgrad im Rang 10 oder Rang 11, der das Amt eines Auditors ausübt und ein Dienstalter in der Stufe von weniger als 15 Jahren besitzt
7° Graduierter, Gehaltstabelle B3/1	Dienstgrad im Rang 25 oder Rang 26 mit einem Dienstalter in der Stufe von weniger als 15 Jahren

Das übertragene Mitglied des Vertragspersonals kann auf keine höhere Gehaltstabelle Anspruch haben als die Gehaltstabelle, die einem Mitglied des Vertragspersonals der Dienststellen der Wallonischen Regierung durch Beförderung zugänglich ist.

Art. 57 - § 1. Für den gemäß Artikel 56 im Rahmen einer Dienstgradumwandlung ernannten Bediensteten gilt, dass das Dienstalter, das in der Stufe erlangt wurde, die in der rechten Spalte der Tabelle angeführt wird, in der Stufe erlangt wurde, die in der linken Spalte angeführt wird.

Stufe A	Stufe 1
Stufe B	Stufe 2 ⁺

§ 2. Das Dienstalter im Rang des im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem Anwerbsdienstgrad ernannten Bediensteten entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe.

Das Dienstalter in der Gehaltstabelle des im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem Anwerbsdienstgrad, dem eine Anwerbungsgehaltstabelle entspricht, ernannten Bediensteten entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe.

Das Dienstalter in der Gehaltstabelle des Bediensteten, der im Rahmen einer Dienstgradumwandlung in einem mit einer ersten Beförderungstabelle verbundenen Grad ernannt wird, entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe, verringert um die Anzahl Jahre, die erforderlich sind, um in dieser Tabelle ernannt zu werden.

Art. 58 - § 1. Der übertragene Bedienstete behält den Vorteil der finanziellen Auswirkungen der Beförderungen, die ihm in der ebenen Laufbahn gewährt worden wären.

§ 2. Der Bedienstete, der vor seiner Übertragung und aufgrund des auf ihn anwendbaren Statuts Anspruch auf eine Gehaltstabelle hatte, in der eine automatische Beförderung im Gehalt aufgrund des Dienstgrads im selben Dienststrang vorgesehen war, ohne dass dafür eine Stelle für vakant erklärt werden musste, behält nach seiner Übertragung den Vorteil dieser Bestimmung in Sachen Besoldung.

Art. 59 - Der Attaché aus einer der in Artikel 50 Ziffern 2 bis 6, genannten Dienststellen, der das Amt eines Auditors ausübt, wird durch Dienstgradumwandlung in den Dienstgrad eines qualifizierten Attachés ernannt.

Die in der linken Spalte der Tabelle angeführte Gehaltstabelle wird dem von Amts wegen in den Dienstgrad eines qualifizierten Attachés ernannten Attaché zugeteilt, der am Tag seiner Übertragung das entsprechende in der rechten Spalte der Tabelle angeführte Dienstalter in der Stufe besitzt:

1° Gehaltstabelle A5/2bis	Attaché, der das Amt eines Auditors ausübt und ein Dienstalter in der Stufe von mehr als 25 Jahren besitzt
2° Gehaltstabelle A5/2	Attaché, der das Amt eines Auditors ausübt und ein Dienstalter in der Stufe von mehr als 15 Jahren und weniger als 25 Jahren besitzt
3° Gehaltstabelle A6/2	Attaché, der das Amt eines Auditors ausübt und ein Dienstalter in der Stufe von weniger als 15 Jahren besitzt

Art. 60 - Das Dienstalter in der Gehaltstabelle des von Amts wegen in den Dienstgrad eines qualifizierten Attachés ernannten Bediensteten, dem eine Anwerbungsgehaltstabelle entspricht, entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe.

Das Dienstalter in der Gehaltstabelle des von Amts wegen in den Dienstgrad eines qualifizierten Attachés ernannten Bediensteten, dem eine Beförderungstabelle entspricht, entspricht seinem Dienstalter in der Dienststufe, verringert um die Anzahl Jahre, die erforderlich sind, um in dieser Tabelle befördert zu werden.

Art. 61 - Die im vorliegenden Abkommen erwähnten Ernennungen durch Gradumwandlung erfolgen von Amts wegen am Datum, an dem die Übertragung wirksam wird.

Art. 62 - Das Personalmitglied, das in seiner ursprünglichen Dienststelle eine höhere Funktion ausübt, übt diese auch weiterhin innerhalb der gemeinsamen Auditdienststelle aus.

Art. 63 - Der Amtssitz des Bediensteten wird bei der Übertragung beibehalten.

KAPITEL V — Übergangs-, Abänderungs-, und Schlussbestimmungen

Art. 64 - Unbeschadet der in den Artikeln 348 und 349 des Kodex genannten Gründe für die Beendigung des Mandats bleibt der Verantwortliche der gemeinsamen Auditdienststelle, der vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens im Amt war, weiterhin rechtsgültig bezeichnet.

Art. 65 - In dem am 21. Juli 2016 zwischen der zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie" wird ein Artikel 24/1 mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Art. 24/1 - Den unabhängigen Sachverständigen der gemeinsamen Auditdienststelle wird eine Entschädigung von 800 Euro pro Sitzung gewährt, gebunden an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 und in Übereinstimmung mit den in Artikel 247 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Regeln indexiert.

Die in Absatz 1 genannte Entschädigung darf nicht für mehr als drei Sitzungen pro Jahr gewährt werden."

Art. 66 - Alle Parteien sind für die Durchführung dieses Abkommens verantwortlich, jede für ihren Teil, einschließlich der Änderung der einschlägigen Vorschriften, die bis spätestens 1. Oktober 2019 an die Bestimmungen dieses Zusammenarbeitsabkommens angepasst werden.

Art. 67 - Die vollständige oder teilweise Kündigung dieses Abkommens bedarf einer Kündigungsfrist von einem Jahr.

Art. 68 - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen. Es tritt am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 16. Mai 2019

Für die Französische Gemeinschaft

Der Ministerpräsident, zuständig für Chancengleichheit und Frauenrechte

R. DEMOTTE

Der Minister des Öffentlichen Dienstes

A. FLAHAUT

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst

A. GREOLI

VERTALING

**WAALSE OVERHEIDSDIENST
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2020/16255]

16 MEI 2019. — Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 77, gewijzigd bij de bijzondere wet 16 juli 1993, 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014 en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest van 21 juli 2016 tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie";

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën, gegeven op 11 maart 2019 en 25 januari 2019;

Gelet op de instemmingen van de Ministers van Begroting, gegeven op 14 maart 2019 en 27 maart 2019;

Gelet op de instemmingen van de Ministers van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 maart 2019 en 27 maart 2019;

Gelet op het akkoordprotocol nr. 770 van 12 april 2019 gesloten binnen het Sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het akkoordprotocol nr. 515 van 12 april 2019 gesloten binnen het Sectorcomité nr. XVII;

Gelet op het rapport van 14 maart 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister van Ambtenarenzaken;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap, in de persoon van de Minister van Ambtenarenzaken;

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

- 1° de gezamenlijke auditdienst : de gezamenlijke auditdienst ingesteld bij het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest van 21 juli 2016 tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie";
- 2° de Regeringen : de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering die gezamenlijk handelen;
- 3° de Ministers : de Ministers van de Waalse Regering en van de Franse Gemeenschap die bevoegd zijn voor Ambtenarenzaken;
- 4° de Ambtenarencode : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;
- 5° het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;
- 6° de functie van auditeur : de functie die als functie van auditeur wordt aangemerkt in de door de Waalse Regering vastgestelde referentielijst van functies als auditor wordt aangemerkt;
- 7° het directiecomité : het directiecomité van de gezamenlijke auditdienst zoals vastgesteld in het Samenwerkingsakkoord tot oprichting van de gezamenlijke auditdienst;
- 8° de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst : de mandataris aangewezen overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest van 21 juli 2016 tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie".

Art. 2. De gezamenlijke auditdienst ressorteert uitsluitend onder Sectorcomité XVI ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 3. De gezamenlijke auditdienst ressorteert onder het basisoverlegcomité nr.1 ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende het tussenoverlegcomité en de basisoverlegcomités van de Diensten van de Waalse Regering.

Art. 4. De Waalse Overheidsdienst en het Ministerie van de Franse Gemeenschap zorgen voor de hosting van de gezamenlijke auditdienst en stellen hem de voor zijn werking nodige infrastructuur ter beschikking volgens de door het directiecomité bepaalde modaliteiten.

Art. 5. Op voorstel van de voorzitter van het Directiecomité stellen de Ministers de andere overdrachten van bevoegdheden en ondertekening dan die bedoeld in dit akkoord vast, die toegekend worden aan de beheersorganen en aan de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst. De overdrachten blijven, wat betreft hun omvang in de aangelegenheden die ze betreffen, in de perken bepaald door de overdrachten toegekend aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap of aan de Waalse Overheidsdienst.

Art. 6. In afwijking van artikel 11, § 1, derde lid, van de Ambtenarencode stelt de Waalse Regering de organieke personeelsformatie van de gezamenlijke auditdienst na instemming van de Regering van de Franse Gemeenschap vast.

HOOFDSTUK II. — *Administratief en geldelijk statuut van het personeel van de gezamenlijke auditdienst*

Afdeling 1. — Bepalingen die van toepassing zijn op alle personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst

Art. 7. De bepalingen die het administratief en financieel statuut van de ambtenaren van de diensten van de Waalse Regering vormen en alle maatregelen die ter uitvoering van deze bepalingen worden genomen, alsook de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering zijn van toepassing op de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst.

Art. 8. Tenzij in dit akkoord anders is bepaald wordt, in de zin van de bepalingen die het administratief en financieel statuut van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering vormen en van alle maatregelen die ter uitvoering van deze bepalingen worden genomen, alsook in de zin van de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering, verstaan onder :

- 1° Regering : de Waalse Regering onverminderd de bepalingen die ze aanneemt om haar werking te regelen en de overdrachten die zij verleent aan de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;
- 2° Minister van Ambtenarenzaken : de Minister van Ambtenarenzaken van het Waalse Gewest;
- 3° bevoegde vakminister : de bevoegde vakminister(s) van het Waalse Gewest;
- 4° Secretaris-generaal of directeur-generaal : de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 5° directiecomité : het directiecomité van de gezamenlijke auditdienst zoals vastgesteld in het samenwerkingsakkoord tot oprichting van de gezamenlijke auditdienst.

Art. 9. Op het vlak van mutatie en mobiliteit wordt de gezamenlijke auditdienst beschouwd als een dienst van de Waalse Regering voor de toepassing van de Ambtenarencode.

Op het vlak van mutatie en mobiliteit wordt de gezamenlijke auditdienst beschouwd als een dienst van de Regering van de Franse Gemeenschap voor de toepassing van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. Een contractueel personeelslid van de gezamenlijke auditdienst kan worden overgeplaatst of opnieuw in dienst worden genomen naar of vanaf een dienst van de Waalse Regering of naar of vanaf een eenheid van de diensten van de Franse Gemeenschap zonder dat een vergelijkende selectie vereist is.

Art. 11. In afwijking van de artikelen 13, eerste lid, 422 en 441 van de Ambtenarencode is de Waalse Regering bevoegd om de betrekkingen van rang A4 en A5 op voorstel van het directiecomité en na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap vacant te verklaren.

In afwijking van artikel 13, vierde lid, van de Ambtenarencode verklaart(verklaren) de bevoegde vakminister(s) de wervingsbetrekkingen vacant.

Art. 12. In afwijking van artikel 50, § 1, eerste lid, 52bis, en 53, § 3, derde lid, van de Ambtenarencode is de Waalse Regering bevoegd voor de bevordering door verhoging in de graden van directeur, adviseur en eerste attaché na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 13. In afwijking van artikel 69, eerste lid, van de Ambtenarencode verricht de Waalse Regering de aanwijzing voor de uitoefening van de hogere functies voor de betrekkingen van rang A4 en A5 op voorstel van het directiecomité en na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor de uitoefening van hogere functies voor de betrekkingen van rang A4 en A5.

Art. 14. In afwijking van artikel 71, § 4, van de Ambtenarencode wordt de mutatie van ambtswege voor de betrekkingen van rang A4 en A5 door de Waalse Regering besloten op voorstel van het directiecomité en na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. In afwijking van artikel 73, § 2, tweede lid, van de Ambtenarencode wordt de tijdelijke mutatie van een ambtenaar met een graad van rang A4 of A5 op voorstel of advies van het directiecomité door de Waalse Regering besloten na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. In afwijking van artikel 74, eerste lid, van de Ambtenarencode wordt de reffectatie van een ambtenaar van rang A4 of A5 door de Waalse Regering besloten op voorstel van het directiecomité en na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. In afwijking van artikel 75, § 4, van de Ambtenarencode wordt de interne of externe mutatie voor de betrekkingen van rang A4 en A5 door de Waalse Regering besloten op voorstel van het directiecomité en na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. In afwijking van artikel 152, eerste lid, van de Ambtenarencode stelt de Waalse Regering de ambtenaar die houder is van een graad van rang A4 of A5 in kennis van het voorstel tot ontslag wegens beroepsongeschiktheid na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 19. In afwijking van artikel 152, eerste lid, van de Ambtenarencode kan de Waalse Regering, na kennis genomen te hebben van het advies van de Kamer van Beroep een beslissing tot het ontslag wegens beroepsongeschiktheid van een ambtenaar die houder is van een graad van rang A4 of A5 nemen na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 20. In afwijking van artikel 176 van de Ambtenarencode worden de tuchtsanctie tot berisping, de inhouding van wedde en de strafmutatie door de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst opgelegd na eensluitend advies van de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van artikel 176 van de Ambtenarencode worden de lagere inschaling, de terugzetting in graad, het ontslag van ambtswege en de herroeping door de bevoegde vakminister(s) van de Waalse Regering opgelegd na eensluitend advies van de bevoegde vakminister(s) van de Franse Gemeenschap.

Art. 21. De volgende personen en/of instellingen zijn bevoegd om een definitieve beslissing te nemen naar aanleiding van het advies van de Kamer van Beroep van de diensten van de Waalse Regering en de instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren :

- 1° de Waalse Regering, na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap voor elke tuchtsanctie tegen een ambtenaar met een graad van rang A4 of een begeleidingsfunctie;
- 2° de bevoegde vakminister(s) van de Waalse Regering na eensluitend advies van de bevoegde vakminister(s) van de Regering van de Franse Gemeenschap voor de lagere inschaling, de terugzetting in graad, het ontslag van ambtswege of de herroeping van een ambtenaar met een andere graad;
- 3° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst na eensluitend advies van de Secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap voor de tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie van een ambtenaar met een andere graad.

Art. 22. In afwijking van artikel 205, § 1, derde lid, van de Ambtenarencode stelt de Waalse Regering, na het advies van de Kamer van Beroep te hebben ingewonnen, de ambtenaar met een graad van rang A4 of A5 in kennis van een nieuwe beslissing, na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van artikel 205, § 1, derde lid, van de Ambtenarencode stelt(stellen) de bevoegde vakminister(s) van de Waalse Regering, na het advies van de Kamer van Beroep te hebben ingewonnen, de ambtenaar die houder is van een graad van een andere rang in kennis van een nieuwe beslissing.

Art. 23. In afwijking van artikel 229bis, eerste en tweede lid, van de Ambtenarencode kan het in activiteit blijven van een ambtenaar met een graad van rang A4 of A5, op zijn verzoek en na advies van het directiecomité, door de Waalse Regering worden toegestaan na eensluitend advies van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 24. In afwijking van artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 bestaat de selectiecommissie voor de indienstnemen van contractuelen van niveau A en B voor uitzonderlijke en tijdelijke behoeften, behalve de indienstnemen van personeel op vacante posten in afwachting dat die posten langs de statutaire weg ingevuld worden, uit :

- 1° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of zijn afgevaardigde;
- 2° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;
- 3° de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst;
- 4° de ambtenaar van minstens rang 4 van de directie waarin de betrekking ingevuld moet worden.

In afwijking van artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 bestaat de selectiecommissie voor de indienstnemen van contractuelen van niveau C en D voor uitzonderlijke en tijdelijke behoeften, behalve de indienstnemen van personeel op vacante posten in afwachting dat die posten langs de statutaire weg ingevuld worden, uit :

- 1° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of zijn afgevaardigde;
- 2° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;
- 3° de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst;

De Secretaris-generaal die het directiecomité voorzit, zit de in lid 1 en 2 bedoelde selectiecommissies voor.

Art. 25. In afwijking van artikel 5, § 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 wijst de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst de leden van de selectiecommissie, met inbegrip van de voorzitter, aan voor de indienstnemen van contractuelen voor uitzonderlijke en tijdelijke behoeften, in afwachting dat de vacante posten langs de statutaire weg ingevuld worden door vervangende contractuelen en contractuele hulpkrachten.

Art. 26. In afwijking van artikel 5, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 bestaat de selectiecommissie, waarvan de samenstelling door de Regering goedgekeurd wordt, voor indienstnemen van contractuelen voor specifieke taken en deskundige contractuelen, uit :

- 1° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of zijn afgevaardigde;
- 2° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;
- 3° één of meerdere vertegenwoordigers van de gezamenlijke auditdienst;
- 4° één of meerdere externe leden met een onbetwistbare vaardigheid in het overwogen domein die niet deel uitmaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, noch van de Waalse Overheidsdienst, noch van de gezamenlijke auditdienst.

Met betrekking tot het eerste lid, 4°, kunnen de onafhankelijke experts die lid zijn van het gezamenlijke auditcomité van de gezamenlijke auditdienst aangewezen worden als externe leden.

De Secretaris-generaal die het directiecomité voorzit, zit de selectiecommissie voor.

Art. 27. In afwijking van artikel 5bis, §§ 4 tot 7, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, keurt de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst de selectieprocedures goed waarvan hij de commissie niet heeft voorgezeten en neemt binnen vijftien dagen na ontvangst van het selectieverslag de geschikte kandidaat/kandidaten in dienst in de volgorde van hun rangschikking.

Het goedgekeurde selectieverslag wordt door de Secretaris-Generaal aan de Ministers en de bevoegde vakministers van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest overgemaakt, op hun uitdrukkelijk verzoek.

De Ministers of de vakministers van de Regeringen spreken zich binnen tien dagen uit over de regelmatigheid van de selectieprocedure. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

Als de Ministers of de vakministers van de Regeringen niet met de procedure kunnen instemmen, dan wordt ze opnieuw opgestart.

Art. 28. In afwijking van artikel 5ter, §§ 3 en 5, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 worden de functieomschrijving, het vaardigheidsprofiel en de samenstelling van de selectiecommissie voor indienstnemen van contractuelen voor specifieke taken en deskundige contractuelen door de Regeringen goedgekeurd vóór de oproep tot de kandidaten. In geval van beslissingen in verband met nieuwe of bijzonder belangrijke beleidslijnen en op voorstel van de Ministers komt de eindbeslissing inzake de indienstneming aan de Regeringen toe.

Als de eindbeslissing aan de Regeringen toekomt, geeft de commissie hen een gemotiveerd advies over de toelaatbaarheid van de kandidaten ten opzichte van de functiebeschrijving, van hun vaardigheidsprofiel, ervaring, bekwaamheden en motivering.

Art. 29. Voor de toepassing van artikel 8, derde en vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 wordt onder "Regering" de "Regeringen" verstaan.

Afdeling 2

Specifieke bepalingen die van toepassing zijn op de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst

Art. 30. In afwijking van artikel 205 van de Ambtenarencode wordt elke beslissing van schorsing van de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst in het belang van de dienst door de Regeringen genomen.

Art. 31. In afwijking van artikel 229bis van de Ambtenarencode kan het in activiteit blijven van de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst na de leeftijd van vijftienzestig jaar, op diens aanvraag, toegestaan worden door de Regeringen.

Art. 32. In afwijking van artikelen 334, § 1, en 356, § 1, lid 2 van de Ambtenarencode wordt de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst beoordeeld door een college dat bestaat uit :

- 1° de Ministers of hun afgevaardigde;
- 2° de vakminister(s) van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap of hun afgevaardigde;
- 3° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst;
- 4° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De Minister van de Waalse Regering bevoegd voor Ambtenarenzaken zit het college voor.

Art. 33. Voor de toepassing van artikel 334, § 4, van de Ambtenarencode wordt 2° als volgt verstaan :

"2° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst en de Secretaris-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap".

Art. 34. Voor de toepassing van artikel 334, § 5, lid 3, van de Code, wordt onder "Regering" "Regeringen" verstaan.

Art. 35. In afwijking van artikel 336 van de Ambtenarencode worden disciplinaire maatregelen tegenover de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst geïnitieerd en uitgevoerd door een van de Ministers, door een vakminister van de Waalse Regering of van de Franse Gemeenschap, door de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De in lid 1 bedoelde overheid stelt een sanctie voor. Ze deelt haar voorstel aan de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst mee en licht er de leden van de Regeringen over in. De sanctie wordt door de Regeringen aangenomen.

Art. 36. Voor de toepassing van titel II van boek II van de Ambtenarencode met betrekking tot de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst, wordt onder "Regering" "Regeringen" verstaan.

Art. 37. Voor de toepassing van artikel 350, § 1, van de Ambtenarencode, wordt onder "dezelfde personeelsformatie" de "personeelsformaties van de Waalse Overheidsdienst en van het Ministerie van de Franse Gemeenschap" verstaan.

HOOFDSTUK III. — Overdrachten van bevoegdheden.

Art. 38. Behalve afwijking bedoeld in dit akkoord is het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden bij de Waalse Overheidsdienst van toepassing op de gezamenlijke auditdienst

Art. 39. Bij afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst.

Bij afwezigheid of verhindering van de verantwoordelijke van de gezamenlijke dienst worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het eerste lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de directeur van de betrokken Directie.

Bij afwezigheid of verhindering van een directeur worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het tweede lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan een personeelslid van niveau A van de betrokken Directie dat hij daartoe aanwijst.

Art. 40. § 1. De volgende personen worden gemachtigd om de beslissingen te nemen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten :

- 1° de Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst ten overstaan van de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst;

- 2° de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst ten overstaan van de personeelsleden die onder zijn gezag vallen;
- 3° de personeelsleden van niveau A, daartoe aangewezen door de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst.

§ 2. De Secretaris-generaal van de Waalse overheidsdienst wordt gemachtigd om beslissingen te nemen met betrekking tot opdrachten in het buitenland in het kader van de activiteiten van de gezamenlijke auditdienst tot een maximum van 5.000 euro.

De opdrachten in het buitenland maken het voorwerp uit van een voorafgaande informatie en van een verslag aan de betrokken Ministers.

Art. 41. De Secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst wordt gemachtigd om, op voorstel of na eensluidend advies van de verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst, alle beslissingen te nemen met betrekking tot het ontslag van het contractueel personeel.

HOOFDSTUK IV. — *Modaliteiten voor de overplaatsing van het personeel naar de gezamenlijke auditdienst*

Art. 42. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder personeelslid verstaan : vastbenoemde ambtenaren, stagiairs en contractueel personeel.

Art. 43. Elke Regering stelt de naamlijst op van de personeelsleden die naar de gezamenlijke auditdienst zijn overgeplaatst, van de directie waarbij zij zijn toegewezen en van hun administratieve standplaats.

Art. 44. Op de datum van zijn overplaatsing is het personeelslid dat bij de gezamenlijke auditdienst is toegewezen, onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk 2 van deze overeenkomst.

Art. 45. Binnen twee maanden na zijn overplaatsing geeft het personeelslid dat van het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt overgeplaatst, aan of hij zich wil aansluiten bij de sociale dienst van de diensten van de Waalse Regering in plaats van bij die van de diensten van de Franse Gemeenschap.

Indien hij niet binnen de in het eerste lid genoemde termijn heeft aangegeven bij welke sociale dienst hij wenst te worden aangesloten, blijft hij aangesloten bij de sociale dienst van de Franse Gemeenschap.

Art. 46. Het overgeplaatste personeelslid behoudt zijn hoedanigheid, graad of gelijkwaardige graad, en behoudt ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die hij had of zou hebben gekregen indien hij de functie die hij aan de vooravond van zijn overplaatsing bekleedde, was blijven uitoefenen.

Art. 47. Zolang de aard van de verleende diensten of de functie dezelfde blijft als vóór de overplaatsing en zolang het personeelslid niet nieuw is aangeworven of in dienst is genomen, behoudt het overgeplaatste personeelslid ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen die hij in zijn oorspronkelijke dienst heeft genoten, overeenkomstig de regels die op hem van toepassing zijn.

Art. 48. Het overgeplaatste personeelslid behoudt de laatste evaluatie die hem werd toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie.

Indien een personeelslid beroep heeft aangetekend tegen de hem ter kennis gebrachte evaluatie, wordt de procedure vóór de overplaatsing afgesloten.

Art. 49. De ambtenaar die voor zijn overplaatsing geslaagd is voor een vergelijkend overgangsexamen tot het hogere niveau in zijn oorspronkelijke dienst, behoudt de rechten op de bevordering die hij via het slagen voor dit examen verworven heeft, binnen de gezamenlijke auditdienst.

Voor hun rangschikking worden deze laureaat geacht die selectie of dit examen binnen de gezamenlijke dienst te hebben afgelegd.

Wanneer een vergelijkend overgangsexamen tot het hogere niveau waaraan het personeelslid kan deelnemen, aangekondigd is in de dienst waartoe hij op de datum van de overplaatsing behoort, behoudt dat personeelslid het recht om eraan deel te nemen, zelfs indien het tijdens dit examen overgeplaatst is.

Het personeelslid behoudt het voordeel van alle brevetten die hij tijdens zijn loopbaan heeft verworven en de gelijkwaardigheid van deze brevetten is automatisch.

Art. 50. De personeelsleden die zijn toegewezen aan de volgende diensten worden overeenkomstig de in deze afdeling vastgestelde modaliteiten overgeplaatst naar de gezamenlijke auditdienst :

- 1° de Algemene dienst van de audit van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 2° de directie Audit van de Europese fondsen van het Departement Audit van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal;
- 3° de directie Interne Werkingsaudit van het Departement Audit van de Waalse Overheidsdienst Secretariaat-generaal;
- 4° de Auditcel ELGF en ELFPO van het departement Europees Beleid en Internationale Overeenkomsten van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu;
- 5° de Auditcel huisvesting van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie overeenkomstig artikel 200/1 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam;
- 6° de personeelsleden van de verschillende diensten van de Regering die momenteel zijn gedetacheerd bij Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen.

Art. 51. §1. De personeelsleden van de diensten bedoeld in artikel 50, 2° tot 6°, worden bij aangetekend schrijven of via elk ander middel waarmee de zending van een vaste datum wordt voorzien, toegezonden door de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor Ambtenarenzaken, verzocht binnen de twee maanden te bepalen of ze kiezen voor :

- 1° een overplaatsing naar de gezamenlijke auditdienst;
- 2° een overplaatsing naar de Waalse Overheidsdienst of naar een instelling van openbaar nut van het Waalse Gewest;
- 3° in voorkomend geval, de wederopname in hun oorspronkelijke dienst voor de personeelsleden die ter beschikking of in verlof zijn gesteld wegens dienststopdracht in de betrokken auditdienst.

Bij gebreke van een antwoord binnen de gestelde termijn worden de personeelsleden verondersteld te kiezen voor een overplaatsing naar de gezamenlijke auditdienst.

§ 2. Op de door de Waalse Regering bepaalde datum :

- 1° worden de personeelsleden die voor een overplaatsing naar de gezamenlijke auditdienst gekozen hebben, er van ambtswege naar overgeplaatst;
- 2° worden de personeelsleden die gekozen hebben voor een overplaatsing naar de Waalse Overheidsdienst of naar een instelling van openbaar nut van het Waalse Gewest er van ambtswege naar overgeplaatst onder toewijzing aan de beschikbare betrekkingen;
- 3° wordt er een einde gesteld aan de terbeschikkingstelling of aan het verlof wegens dienstopdracht voor de personeelsleden die voor een wederopname in hun oorspronkelijke dienst gekozen hebben.

Voor de personeelsleden bedoeld in lid 1, 2°, zorgt de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst er, voor zover mogelijk, voor dat de competenties van de over te plaatsen persoon en de nieuwe opdrachten die deze persoon worden toevertrouwd binnen de Waalse Overheidsdienst of binnen een instelling van openbaar nut van het Waalse Gewest op elkaar afgestemd zijn. In voorkomend geval kunnen aan de over te plaatsen persoon meerdere beschikbare betrekkingen worden voorgesteld, waaronder minstens één met eenzelfde administratieve standplaats als die, welke betrokkene heeft.

Art. 52. Deze overplaatsingen of de wederopname vormen geen nieuwe benoemingen.

De administratieve en geldelijke toestand, door de personeelsleden verworven op het tijdstip van hun overplaatsing, worden geacht te zijn verworven in de gezamenlijke auditdienst.

Art. 53. §1. De personeelsleden bedoeld in artikel 50, 1°, worden bij aangetekend schrijven of via elk ander middel waarmee de zending van een vaste datum wordt voorzien, toegezonden door de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor Ambtenarenzaken, verzocht binnen de twee maanden te bepalen of ze kiezen voor :

- 1° een overplaatsing binnen de gezamenlijke auditdienst;
- 2° een toewijzing aan een andere betrekking binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder Sectorcomité XVII ressorteren;
- 3° in voorkomend geval, de wederopname in hun oorspronkelijke dienst voor de personeelsleden die ter beschikking of in verlof zijn gesteld wegens dienstopdracht in de betrokken auditdienst.

Bij gebreke van een antwoord binnen de gestelde termijn worden de personeelsleden verondersteld te kiezen voor een overplaatsing naar de gezamenlijke auditdienst.

§ 2. Op de datum, bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap :

- 1° worden de personeelsleden die voor een overplaatsing naar de gezamenlijke auditdienst gekozen hebben, er van ambtswege naar overgeplaatst;
- 2° worden de personeelsleden die voor een toewijzing aan een andere betrekking in het Ministerie van de Franse Gemeenschap hebben gekozen, er van ambtswege naar overgeplaatst, op beschikbare betrekkingen;
- 3° wordt er een einde gesteld aan de terbeschikkingstelling of aan het verlof wegens dienstopdracht voor de personeelsleden die voor een wederopname in hun oorspronkelijke dienst gekozen hebben.

§ 3. Voor de personeelsleden bedoeld in paragraaf 2, 1°, die onder een arbeidsovereenkomst vallen, wordt een nieuwe arbeidsovereenkomst ondertekend. De rechten, verworven binnen de aanvankelijke arbeidsovereenkomst, worden behouden.

Voor de personeelsleden bedoeld in paragraaf 2, 2°, zorgt de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap er voor zover mogelijk voor dat de competenties van de toe te wijzen persoon en de nieuwe dienstopdrachten die aan de persoon zullen worden toevertrouwd binnen het Ministerie, op elkaar zijn afgestemd. In voorkomend geval kunnen aan de over te plaatsen persoon meerdere beschikbare betrekkingen worden voorgesteld, waaronder minstens één met een administratieve standplaats te Brussel.

Art. 54. De overplaatsing houdt als gevolg de overgang van een betrekking van de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap naar een betrekking van de personeelsformatie van de gezamenlijke auditdienst in. Zij vormt voor de aldus overgeplaatste personeelsleden geen nieuwe benoemingen of overplaatsingen in de zin van het personeelsstatuut.

De administratieve en geldelijke toestand, door de personeelsleden verworven op het tijdstip van hun overplaatsing, worden geacht te zijn verworven in de gezamenlijke auditdienst.

Art. 55. Op de dag van hun overplaatsing worden de personeelsleden bedoeld in artikel 50, 6°, naar de auditcel van de Inspectie van Financiën gedetacheerd. Deze detachering wordt als de voortzetting van de aanvankelijke detachering beschouwd.

Art. 56. De ambtenaar bedoeld in artikel 50, 1°, die op de dag van zijn overplaatsing houder is van een graad ingedeeld bij de rang dienovereenkomstig vermeld in de rechterkolom, rekening houdend, in voorkomend geval, met de overeenstemmende niveauanciënniteit, wordt door graadomzetting benoemd tot de graad bedoeld in de Waalse Ambtenarencode vermeld in de linkerkolom van de tabel en geniet de eraan verbonden weddeschaal :

1° Directeur, schaal A4/2	Graad van rang 12
2° Gekwalificeerd attaché, schaal A5/2bis	Graad van rang 10 of van rang 11 die de functie van auditeur uitoefent en met een niveau-anciënniteit hoger dan 25 jaar
3° Gekwalificeerd attaché, schaal A5/2	Graad van rang 10 of van rang 11 die de functie van auditeur uitoefent en met een niveau-anciënniteit hoger dan of gelijk aan 15 jaar en lager dan 25 jaar
4° Gekwalificeerd attaché, schaal A6/2	Graad van rang 10 of van rang 11 die de functie van auditeur uitoefent en met een niveau-anciënniteit hoger dan 15 jaar
7° Gegradueerde, schaal B3/1	Graad van rang 25 of van rang en met een niveau-anciënniteit hoger dan 15 jaar

Het overgeplaatste contractueel personeelslid kan niet in aanmerking komen voor een hogere weddeschaal dan de weddeschaal die door bevordering toegankelijk is voor een contractueel personeelslid van de diensten van de Waalse Regering.

Art. 57. § 1. Voor de ambtenaar die overeenkomstig artikel 56 door graadomzetting wordt benoemd, wordt de anciënniteit verworven in het niveau vermeld in de rechterkolom van de tabel geacht te zijn verworven in het niveau vermeld in de linkerkolom :

Niveau A	Niveau 1
Niveau B	Niveau 2 ⁺

§ 2. De ranganciënniteit van de ambtenaar die door graadomzetting tot een wervingsgraad wordt benoemd, is gelijk aan zijn niveauanciënniteit.

De schaalanciënniteit van de ambtenaar die door graadomzetting wordt benoemd tot een wervingsgraad waaraan een wervingsschaal gekoppeld is, is gelijk aan zijn niveauanciënniteit.

De schaalanciënniteit van de ambtenaar die door graadomzetting wordt benoemd tot een graad waaraan een eerste bevorderingsschaal is gekoppeld, is gelijk aan zijn niveauanciënniteit verminderd met het vereist aantal jaren anciënniteit om tot die graad te worden bevorderd.

Art. 58. § 1. De overgeplaatste ambtenaar behoudt het voordeel van de geldelijke gevolgen van de bevorderingen die hij in de vlakke loopbaan verkregen zou hebben.

§ 2. De ambtenaar die vóór zijn overplaatsing krachtens het statuut dat op hem toepasselijk was in aanmerking kwam voor een weddeschaal waarvoor in hetzelfde niveau een automatische schaalverhoging door anciënniteit en zonder opening van betrekking voorzien was, behoudt het voordeel van die geldelijke maatregel na zijn overplaatsing.

Art. 59. De attaché afkomstig uit één van de diensten bedoeld in artikel 50, 2° tot 6°, die de functie van auditeur uitoefent, wordt door graadomzetting benoemd tot de graad van gekwalificeerd attaché.

De schaal vermeld in de linkerkolom van de tabel wordt toegewezen aan de attaché die van ambtswege benoemd wordt tot de graad van gekwalificeerd attaché die op de dag van zijn overplaatsing houder is van de overeenstemmende niveau-anciënniteit vermeld in de rechterkolom.

1° schaal A5/2bis	attaché die de functie van auditeur uitoefent en met een niveau-anciënniteit hoger dan 25 jaar
2° schaal A5/2	attaché die de functie van auditeur uitoefent en met een niveau-anciënniteit hoger dan of gelijk aan 15 jaar en lager dan 25 jaar
3° schaal A6/2	attaché die de functie van auditeur uitoefent en met een niveau-anciënniteit lager dan 15 jaar

Art. 60. De schaalanciënniteit van de ambtenaar die van ambtswege wordt benoemd tot de graad van gekwalificeerd attaché waaraan een wervingsschaal gekoppeld is, is gelijk aan zijn niveauanciënniteit.

De schaalanciënniteit van de ambtenaar die van ambtswege wordt benoemd tot de graad van gekwalificeerd attaché waaraan een bevorderingsschaal is gekoppeld, is gelijk aan zijn niveauanciënniteit verminderd met het vereist aantal jaren anciënniteit om tot die graad te worden bevorderd.

Art. 61. De in dit akkoord bedoelde benoemingen door graadomzetting hebben van ambtswege uitwerking op de datum waarop de overplaatsing gevolg heeft.

Art. 62. Het personeelslid dat een hogere functie uitoefent in zijn dienst van oorsprong zet er de uitoefening van voort in de gezamenlijke auditdienst.

Art. 63. De administratieve standplaats van het personeelslid wordt tijdens de overplaatsing behouden.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 64. Onverminderd de bij de artikelen 348 en 349 van de Ambtenarencode bedoelde motieven betreffende de afloop van mandaten blijft de voor inwerkingtreding van dit akkoord fungerende verantwoordelijke van de gezamenlijke auditdienst geldig aangewezen.

Art. 65. In het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest van 21 juli 2016 tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie", wordt een artikel 24/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 24/1. De onafhankelijke experts van het auditcomité genieten een vergoeding van 800 euro per zitting, op 1 januari 1990 gekoppeld aan spilindex 138,01 en geïndexeerd overeenkomstig de regels van artikel 247 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De vergoeding bedoeld in lid 1 kan niet voor meer worden toegekend dan drie zittingen per jaar."

Art. 66. Iedere partij is, elk voor wat haar betreft, belast met de uitvoering van dit akkoord, met inbegrip van de betrokken wijzigingen van reglementeringen, die uiterlijk 1 oktober 2019 aangepast worden aan de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 67. De opzegging van deel of geheel van dit akkoord vereist een vooropzeg van één jaar.

Art. 68. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten. Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 16 mei 2019.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. GREOLI

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43871]

26 NOVEMBRE 2020. — Décret accordant des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la pandémie de COVID-19

Exposé des motifs

Le présent décret a pour objet de permettre au Collège de la Commission communautaire française de réagir rapidement à la seconde vague de la pandémie de COVID-19. Dans ce cadre, le Collège doit être en mesure de pouvoir prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la lutte contre la seconde vague de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences.

En effet, nous ne constatons aujourd'hui aucune amélioration de la situation épidémiologique en Belgique depuis les mesures adoptées par l'arrêté ministériel de la Ministre fédérale de l'Intérieur du 8 octobre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du COVID-19, nous assistons même à une véritable dégradation de cette situation.

Il faut agir afin de permettre à notre système de soins de santé de pouvoir poursuivre ses missions essentielles, notamment de soigner les citoyens y compris ceux non atteints du COVID-19 et d'accueillir tous les patients dans les meilleures conditions possibles, que les écoles restent ouvertes, que l'économie puisse continuer à fonctionner et que la santé mentale des citoyens soit autant que possible préservée.

Les réunions du Comité de Concertation ont ainsi abouti au maintien de certaines mesures, à un durcissement de certaines d'entre elles ainsi qu'à l'adoption de nouvelles mesures. Récemment, le 18 octobre dernier, la Ministre fédérale de l'Intérieur a adopté un nouvel arrêté ministériel imposant de nouvelles mesures pour lutter contre la propagation du COVID-19. Un rapport d'évaluation de la situation épidémiologique du Risk Assessment Group du 21 octobre 2020 expose que, par rapport à la semaine précédente, le nombre de nouvelles infections au COVID-19 a encore augmenté. Plus grave, ledit rapport démontre clairement que le taux de positivité (PR) a aussi augmenté dans toutes les provinces du Royaume, mais que les valeurs les plus élevées ont été observées en Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'en Région wallonne.

Au vu de l'évolution rapide et sérieuse de la situation épidémiologique, une réunion du Comité de Concertation s'est encore tenue le 22 octobre 2020 et certaines mesures antérieures ont fait l'objet d'un durcissement au travers de l'adoption d'un nouvel arrêté de la Ministre fédérale de l'Intérieur du 23 octobre.

Par ailleurs, suite notamment à une cellule de crise provinciale le 24 octobre 2020 avec les 19 bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale, les chefs de zone de police et les représentants des disciplines de crise, le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, en sa qualité de gouverneur, a adopté des mesures complémentaires poursuivant l'objectif de diminuer les contacts sociaux. Soulignons qu'actuellement, en Région de Bruxelles-Capitale, lesdites mesures sont les plus restrictives du pays.

Force est de constater que tous ces éléments imposent aux pouvoirs publics de pouvoir réagir rapidement pour soutenir les différents secteurs de notre société et singulièrement les plus touchés. Etant donné la gravité de la situation, les entités bruxelloises entendent bien poursuivre et renforcer leurs actions en la matière. La rapidité avec laquelle évolue cette deuxième vague du COVID-19 implique que le Collège puisse disposer des outils juridiques adéquats pour réagir et agir de façon optimale. Le Collège est bien conscient que le Parlement est en mesure de pouvoir poursuivre son travail et ce, même à distance le cas échéant. Par conséquent, à présent, il est nécessaire de considérer le recours aux pouvoirs spéciaux comme la voie juridique pertinente pour l'adoption des mesures les plus urgentes. Le Collège, soucieux du respect de la séparation des pouvoirs, tient à insister sur ce point en soumettant aujourd'hui ce projet de décret au Parlement.

Comme lors du premier octroi des pouvoirs spéciaux, la sollicitation des avis des instances obligatoires peut être éludée, à l'exception de l'avis du Conseil d'Etat. Si la demande d'avis est prescrite par une norme supérieure à l'ordonnance de pouvoirs spéciaux, cette formalité devra être accomplie puisqu'il n'est pas possible d'y déroger par la présente ordonnance.

Par ailleurs, l'avis de l'Inspection des Finances et l'accord de la Ministre-Présidente en charge du Budget seront obligatoires dans le cadre de l'adoption de mesures de pouvoirs spéciaux.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaires.